

Ce que je vais dire aujourd'hui s'inscrit dans le cadre de l'examen de la politique étrangère que notre gouvernement s'est engagé à effectuer.

Cet examen débute par l'occasion offerte ici aux députés à la Chambre des communes d'aborder sans ambages des questions qui ne paraissent peut-être pas aussi pressantes pour le bien-être de leurs électeurs, mais qui sont, en fait, tout aussi pertinentes que la santé, l'aide sociale et le filet de sécurité sociale. Il y a, à l'étranger, de nombreux facteurs qui menacent notre vie quotidienne et celle de nos enfants et petits-enfants aussi sûrement que le chômage, la détérioration de la santé et des programmes d'éducation et les difficultés engendrées par notre dette et nos déficits nationaux.

Car si la population mondiale continue de croître et si la pauvreté dans le monde peut continuer de ravager notre environnement mondial, si les taux de consommation continuent d'être ce qu'ils sont, sans que l'on se demande s'ils sont durables, si les femmes, de par le monde, ne sont pas reconnues dans leur rôle d'agents cruciaux pour les normes relatives à la santé et à l'éducation ainsi que pour le bien-être économique, et si elles ne sont pas non plus correctement soutenues dans ce rôle, alors c'est notre propre survie qui est menacée, et pas seulement notre bien-être économique ou social.

Les députés ne sont pas élus seulement pour représenter les intérêts de leurs électeurs, aussi importants que puissent être ces intérêts. Les députés doivent trouver un juste équilibre entre ceux-ci et les intérêts généraux et souvent opposés des régions de notre pays et du Canada dans son ensemble. Mais même nos députés fédéraux doivent rajouter sur les plateaux de la balance les intérêts fondamentaux de notre terre, les intérêts primordiaux de l'humanité toute entière, notre famille planétaire. Nos petits intérêts ne doivent pas nous servir d'oeillères; nous ne devons pas rester aveugles aux questions vitales que posent de rapides changements mondiaux. Je suis sûr que les députés auront pu le constater depuis le début de la 35^e législature, le choix des futures orientations de notre nation est une recherche d'équilibre complexe et souvent difficile.

Le Canada est depuis longtemps réputé pour être un chef de file dans le règlement des problèmes internationaux et nous comptons bien renforcer davantage cette réputation au cours des prochaines années, mais aucun gouvernement n'a toutes les solutions. La période de l'après-Guerre froide présente des situations très changeantes, de nouveaux défis et de nombreuses possibilités. C'est pourquoi le gouvernement lance aujourd'hui un large processus de consultation du peuple canadien.

Ultimement, c'est le gouvernement qui devra prendre des décisions de principe, mais nous reconnaissons que les Canadiens et les